

## **ACTION DES RETRAITES DU 30 Mars 2017**

### **RASSEMBLEMENT A CAHORS**

Cher(e) amis, cher(e) camarade,

A l'appel national de plusieurs organisations syndicales, et pas moins de trois organisations syndicales CGT, FSU, FO, et deux associations de retraités LSR, FGR-FP, ont appelé l'ensemble des retraités du LOT, à faire d'aujourd'hui une grande journée d'action pour exiger une forte revalorisation du pouvoir d'achat, mais aussi être reconnu en temps que citoyens à part entier dans notre société.

Mais les retraités et veuves sont aussi les cibles de l'austérité des gouvernements successive. L'ensemble des organisations syndicales ici présentent vous remercie de votre présence, et vous dit haut et fort, se n'est pas parce que nous n'avons plus de patrons, que nous n'avons pas de revendications.

Oui, depuis de nombreuses années, de réforme en réforme, la situation des 16 millions de retraités de notre pays s'est nettement dégradée, sa vous le savez et surtout vous le vivez au quotidien.

Nous sommes à 24 jours du premier tour des élections présidentielles.

Ce quinquennat à été catastrophique pour les salariés, les jeunes, mais également pour nous, retraités. Ce Président qui déclarait que son ennemi était la finance, aurait pu déclarer également, au Bourget : « je ne suis pas le Président de la feuille de paie, ni du pouvoir d'achat des retraités. » Cela aurait eu le mérite d'être clair, 4 ans sans revalorisation des retraites et pensions.

Ce Président est celui qui a permis les lois Rebsamen, Macron et la loi travail de Mme El Khomri. C'est celui qui a permis à Manuel Valls de sortir à plusieurs reprises le 49-3 pour empêcher tout débat au Parlement. Lequel Manuel Valls a envoyé les forces de police contre les manifestants, fait interpellé et traduit en justice plusieurs dizaines de militants syndicaux, y compris des retraités. Cette même personne, trahi son propre camps et se rallie à un candidat libéral Macron.

Dans ce bras de fer qui oppose salariés, jeunes, chômeurs, retraités, contre le Medef et aux puissances financières, la criminalisation de l'action syndicale est de mise. Pour preuve, les chiffres sont éloquentes: 571 procédures judiciaires ou disciplinaires contre 1 857 militants ou personnes en lutte. Du jamais vue dans l'histoire du syndicalisme. Je profite de cette action d'aujourd'hui pour que nous Revendiquons une loi d'amnistie, oui revendiquer, manifester sont des droits fondamentaux.

Devant nous se profilent les échéances électorales importantes, présidentielle et législatives. A bien regarder, peu de choses pour les retraités dans les différents programmes. Par contre, des attaques en règle contre le monde du travail, la Sécurité sociale, toujours les mêmes mots « coût du travail, compétitivité, sécurité, etc... », toujours les mêmes recettes..01

Alors que les préoccupations des Français sont nombreuses, sur la Sécurité sociale, la santé, etc... A commencer par le reste à charge, part payée par les ménages après remboursement par la Sécurité sociale et les complémentaires. Reste à charge qui a augmenté de 40% en quinze ans pour représenter autour de 240 euros annuels et par habitant selon la mutualité.

Quant à l'hôpital, il est dans le viseur de Macron qui le juge « très cher » et préconise de renforcer son autonomie, qui dit autonomie, dit mise en concurrence et, au bout, plus de finances, on ferme. Nous pouvons d'ailleurs nous féliciter de la réussite du 7 mars dernier qui a vu plus de 150 personnes manifestées à Cahors pour une autre politique de santé et une sécurité sociale de haut niveau. Plus de 40 rendez-vous revendicatifs ont eu lieu en province sur les mêmes thématiques. Pour Fillon, le remède est simple, on supprime des fonctionnaires hospitaliers notamment dans les fonctions administratives. Il faut reconnaître que les secrétaires et les agents administratifs ne s'appellent pas Pénélope !!!

Certains veulent gouverner par ordonnances, ce qui aura pour conséquences d'éviter le débat et la résistance du peuple, y compris l'intervention des syndicats.

Les mêmes veulent libéraliser à outrance, comme par exemple donner la Sécurité sociale au secteur marchand de l'assurance. Un candidat a même parlé de « larmes et de sang », il rêve de faire du « Thatcher » à la française. Un autre se dit ni de droite, ni de gauche, mais lui aussi prône le libéralisme, les petits boulots et est le défenseur du numérique. Il se dit antisystème mais vient du monde bancaire. Un autre candidat nous parle de revenu universel. Veut-il mettre en place la retraite universelle ? Une autre, fille de son père, a changé la devanture du magasin, mais son fond de commerce reste le même, raciste, xénophobe et très libéral. Attention à cette sirène, elle est dangereuse et nous devons combattre ses idées et ses propositions. Les retraités n'ont rien à attendre d'elle ! Décidément, les programmes des uns et des autres sont loin des aspirations des salariés, des retraités.

En cette période de campagne présidentielle, plus les échéances se rapproche, plus nous avons la certitude que les préoccupations des retraités ne sont pas du tout les préoccupations des candidats qui sont en tête des sondages. Pire même on a tous entendu la volonté pour certain de casser la Sécurité sociale, pour d'autre d'augmenter la CSG et la TVA et de diminuer voir de supprimer la taxe sur l'ISF.

Une fois de plus les retraités vont voir leur pouvoir d'achat diminuer.

Sur les vingt dernières années, on peut estimer à une perte d'environ 20% du pouvoir d'achat pour de nombreux retraité·e·s. Cela justifie pleinement que les retraité·e·s se mobilisent pour l'indexation des pensions sur les salaires afin de revenir à la situation d'avant 1987.

Mais aussi les retraité·e·s sont victimes de mesures comme l'instauration de la taxe de 0,3% de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), la perte de la demi-part réservée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant, la fiscalisation de la majoration de 10% de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants, ...

De même, le poids de la fiscalité, avec surtout la TVA, pèse principalement chez les plus démunis.

A tout cela, il faut rajouter le blocage de régimes complémentaires.

Pour trop de retraités le logement constitue une dépense de plus en plus importante que l'on soit propriétaire ou locataire.

Le coût des transports, leur inadaptation sont souvent un obstacle pour accéder à une vie sociale. A cela, il faut rajouter la désertification des services publics.

Nous ne sommes pas tous égaux face à la crise. Les inégalités, notamment de revenus, s'aggravent et dans des proportions inquiétantes. Les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Plus globalement, on va assister à un appauvrissement généralisé des retraité·e·s dans les années à venir, si rien n'est fait. Fin 2016, des Associations caritatives ont dénoncé l'accroissement de la pauvreté actuellement chez les personnes âgées. Parmi les plus touchées, on trouve principalement les femmes pour qui les pensions sont globalement inférieures de 40% à celles des hommes.

Les pensions de retraite ne sont pas une allocation de solidarité, ou une aumône. La pension est le résultat des cotisations payées tout au long de la vie professionnelle, des richesses qui ont pu être créées pendant ce temps. Il s'agit d'un droit à une pension relative à la reconnaissance de la qualification. **Cela justifie pleinement le retour du calcul des pensions sur les salaires et le maintien des pensions de réversion dans les régimes de base et les complémentaires.**

La place des retraités dans notre société est encore à faire. Notre société n'avait pas prévu, à l'issue de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, ce véritable bouleversement démographique. Notre pays, grâce aux techniques, aux efforts de santé, à la Sécurité sociale, à l'âge de départ à la retraite, etc... voit aujourd'hui plusieurs générations de retraités cohabiter.

Dans notre pays, aucun programme politique ne développe une vision d'une société de la longévité. Cette partie de la population est un poids économique important. Une étude du Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) montre que les plus de 50 ans représentent 48 % de la consommation totale en France. Ils assurent 64 % du marché de la santé, 60 % de l'alimentation, 58 % de l'équipement, 57 % des loisirs... 1/3 des jouets sont achetés par des retraités, 60 % de l'achat des voitures neuves en France est le fait des plus de 60 ans. Les retraités

sont essentiels dans notre économie. Les seniors représentent une opportunité économique et sociale. Aujourd'hui, ¼ de la population, demain 1/3, pour peu qu'ils soient acteurs de cette société.

Le vieillissement est un des rares secteurs où des créations d'emplois sont annoncées. Une étude de la Direction de la recherche, des études de l'évolution et des statistiques, la Dress, chiffre à 350 000 les emplois potentiels, dont la majorité sera dans les services de proximité, d'ici 2020.

Partant de ces constats, comment mieux faire prendre en compte les légitimes aspirations et revendications des retraités dans leurs différences. 16 millions de retraités dans notre pays, nous sommes une force de l'économie française, nous devons être reconnus, nous devons être entendus !!

Être reconnus, car les décideurs de l'évolution de nos pensions est le seul gouvernement sur la base de rapport du comité de suivi des retraites au sein duquel aucune organisations syndicales de retraités n'est présente pour la négociation, voir donner son avis sur notre situation de plus en plus dégradée.

Être entendus sur nos revendications et particulièrement aujourd'hui sur la diminution constante du pouvoir d'achat des retraités et veuves.

Les organisations syndicales présentent revendiquées :

- augmentation de toutes les retraites et pensions,
- pas une retraite inférieure au Smic
- restauration de la ½ part fiscale pour les veufs et les veuves ou les parents ayant élevé seul un enfant,
- maintien et renforcement de la retraite de réversion,
- abrogation de la Casa (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie),
- mise en place rapide des CDCA (Conseil départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie) dans tous les départements
- ouverture de la 2<sup>ème</sup> partie de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement qui concerne les Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes),
- maintien et renforcement des services publics sur les territoires en particulier pour la santé et les transports.

Oui nos revendications sont juste et peuvent être satisfaites, nous ne pouvons plus supporter cette régression constante de notre pouvoir d'achat qui rend difficile parfois impossible de se soigner, de se loger voir de se nourrir. Au point que 10% des retraités et veuves vivent désormais sous le seuil de pauvreté, ils étaient 8% en 2013.

Satisfaite, car du poignons il y en a dans notre pays. Quelques rappels :

Les grands groupes du C 40 sont toujours en progression sur leur bénéfiques, dans la même période le gouvernement donne 40 milliards « pacte de responsabilité » dont 20 milliards de réductions de cotisations sociales. Chaque année, ce sont 200 milliards d'euros distribués aux entreprises sans aucun contrôle issue du gouvernement ou des collectivités territoriales.

Mais le pire dans tout ça, le magazine Forbes France vient une fois de plus mettre en lumière que les comptes en banques et leurs portefeuilles des riches se portent très bien. Pour les 10 premières milliardaires de France ils ont eu une augmentation de leur capital pour 2016 de + 30% en moyenne.

Celle-ci peuvent remercier Hollande qui pourtant comme je le disais, devait s'attaquer à la finance. Entre nous avec le quinquennat qui se profil, ils peuvent continuer à dormir Tranquille car Macron et Fillon leur dérouleront un beau tapis rouge

Pendant se temps là, le chômage continu d'augmenter, les salariés de plus en plus précaire, les retraités et veuves de plus en plus nombreux dans la pauvreté.

Oui nous revendiquons une meilleure répartition des richesses, les retraités doivent avoir leur part car nous développons l'économie française dans notre vie de tous les jours.

Alors oui, les retraités et veuves ont de bonnes raisons de se mobiliser, d'exiger une revalorisation de leur pension.

Se mobiliser comme aujourd'hui, c'est dire aux candidats à l'élection présidentielle et surtout à celui qui va être élu que les 16 millions de retraités et veuves veulent voir leur place reconnue dans la société, avoir les ressources pour vivre décemment, pouvoir se soigner, se loger, etc... et lutter efficacement contre l'isolement social par une politique de transport, de culture, de service publics de proximités

Nous devons avec les organisations syndicales de retraités continuer à manifester notre mécontentement et surtout à faire grandir autour de nous la mobilisation.

**Merci de votre écoute**